Document généré le 11 oct. 2024 22:33

Recherches sociographiques

J.L. GRANATSTEIN, *The Ottawa Men. The Civil Service Mandarins, 21935-1957*

Guy Rocher

Volume 25, numéro 3, 1984

Immigrants

URI : https://id.erudit.org/iderudit/056126ar
DOI : https://doi.org/10.7202/056126ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Rocher, G. (1984). Compte rendu de [J.L. GRANATSTEIN, *The Ottawa Men. The Civil Service Mandarins, 21935-1957*]. *Recherches sociographiques*, *25*(3), 488–490. https://doi.org/10.7202/056126ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1984

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

lesquels on avait assez peu insisté jusqu'ici, même si plusieurs étaient connus. Le portrait est sombre.

Les devanciers de Young ont peut-être eu la plume complaisante. Mais il y a lieu de se demander si Young n'a pas poussé le balancier trop loin dans l'autre direction, s'il n'a pas été trop sévère, s'il n'a pas faussé la perspective en ne situant pas suffisamment Cartier dans le contexte de l'époque. L'auteur aurait peut-être dû nous montrer davantage que, somme toute, Cartier se conformait aux mœurs du temps. Le comportement électoral du gouverneur Sydenham, que Cartier a bien connu, en début de carrière, n'est pas plus édifiant. Les idées de L.-H. LaFontaine sur le patronage ne sont pas différentes de celles de Cartier, son héritier politique. La collusion des politiciens avec le monde des affaires, en particulier des chemins de fer, est monnaie courante à l'époque dans les deux principales formations politiques, tant chez les francophones que chez les anglophones. Ce n'est qu'en 1936 qu'on a interdit aux ministres québécois de faire partie des conseils d'administration des compagnies. Quant au patronage, qui peut dire qu'il n'est pas bien vivant encore aujourd'hui, même chez les partis qui l'ont le plus dénoncé pendant leurs années passées dans l'Opposition ? C'est pourquoi il serait peut-être quelque peu pharisaïque de nous voiler la face devant le comportement de Cartier, en particulier sur la question du patronage.

Brian Young a accompli un travail sérieux. Mais des aspects de la vie de Cartier demeurent obscurs. Ainsi, l'auteur nous dit que son personnage était indifférent en matière religieuse et qu'il ne s'intéressait pas à la littérature religieuse. Jean-Charles Bonenfant, qui a aussi étudié Cartier, nous dit au contraire qu'il était croyant et lisait régulièrement l'*Imitation de Jésus-Christ*. (*Dictionnaire biographique du Canada.*)

Au total voici une étude qui nous révèle certaines facettes ignorées de la personnalité de Cartier. Celui-ci ne sort pas grandi de l'examen sévère auquel il a été soumis, mais il nous apparaît plus humain. Le livre plaira aux historiens et à un large public : l'auteur sait allier les qualités du chercheur à celles de l'écrivain. Il est d'ailleurs bien servi par le traducteur, André D'Allemagne, et la riche documentation iconographique qui relève tout l'intérêt de l'ouvrage.

Jean-Guy GENEST

Département des sciences humaines,
Université du Québec à Chicoutimi.

J.L. GRANATSTEIN, *The Ottawa Men. The Civil Service Mandarins, 1935–1957*, Toronto, Oxford University Press, 1982, 333p.

Voici un ouvrage qui apporte une contribution importante tout à la fois à l'histoire du Canada, du gouvernement fédéral, de l'administration publique et de la fonction publique canadiennes. On connaît déjà les autres travaux (livres et articles) qu'on doit depuis quelques années à cet inlassable chercheur qu'est J.L. Granatstein. Il s'est imposé comme un des principaux spécialistes de l'histoire politique canadienne de la première moitié du XXe siècle, tout particulièrement de la période de la dépression des années 1930 et de la guerre 1939–1945. C'est dans cette même veine que se situe *The Ottawa Men.*

Profitant de la recherche qu'il a entreprise il y a quelques années sur le rôle et l'influence de l'un de ces mandarins, Norman Robertson, J.L. Granatstein a du même coup amassé une vaste documentation sur le groupe d'hommes qui avaient été les collaborateurs de Robertson. Ainsi naquit *The Ottawa Men*, qui vient s'ajouter aux travaux de Peter Newman, George Szablowski, Robert Presthus, John Porter, R.M. Dawson, H.B. Neatby sur l'histoire politique et économique de cette période.

L'auteur n'est pas un théoricien. Il ne cherche ni à utiliser, ni à confirmer, ni à infirmer quelque théorie générale que ce soit. C'est un historien respectueux des archives, des événements et des gestes qu'elles nous permettent de reconstituer. Son ouvrage est donc le fruit d'une longue fréquentation des divers fonds archivistiques auxquels il a eu accès, et ils sont nombreux. Mais comme il se trouve que plusieurs acteurs de la période qu'il a couverte étaient encore vivants au moment de ses recherches, Granatstein en a interviewé près d'une quarantaine, anciens ministres et anciens hauts fonctionnaires du gouvernement canadien, ou membres de leurs familles. L'historien d'une période récente a cet avantage de compléter la documentation écrite par le témoignage oral d'acteurs clés. Et il arrive que Granatstein utilise certains de ces témoignages, comme le montrent quelques renvois en notes. Je ne sais, cependant, s'il a tiré un très grand profit de ces interviews. Les historiens n'ont malheureusement pas l'habitude de faire état de leurs méthodes de recherche. Mon expérience est que, pour un informateur qui apporte des éléments nouveaux, il s'en trouve plusieurs qui ne conservent des événements auxquels ils ont été mêlés que des souvenirs bien plus imprécis que ce que les archives nous ont déjà révélé. Sans compter les déformations, plus ou moins inconscientes, que leur mémoire fait subir aux événements.

La période à laquelle Granatstein consacre son étude va de 1935 à 1957, période qu'il définit d'emblée comme exceptionnelle. La fonction publique canadienne fut alors inspirée et dominée par un petit groupe d'hommes brillants, bien formés, entièrement dévoués aux objectifs qu'ils s'étaient fixés, qui bénéficièrent d'un immense pouvoir et qui surent l'utiliser. Ce fut « l'ère des mandarins ». C'était du même coup le début de la bureaucratie telle qu'on la connaît aujourd'hui dans le gouvernement canadien. Avec cette différence, cependant, qu'elle était alors polarisée par quelques hauts fonctionnaires de grande compétence et dotés de pouvoirs étendus. Ces quelque vingt années peuvent être comparées à la quinzaine d'années d'une ère assez semblable que devait connaître le gouvernement du Québec vingt-cinq ans plus tard, de 1960 à 1975.

Qui étaient ces mandarins? Qu'ont-ils fait? Quelles étaient leurs idées? Quels problèmes ont-ils rencontrés et comment les ont-ils résolus? Quelle conception du Canada les inspirait? Voilà ce que raconte Granatstein. Ces hommes, c'étaient O.D. Skelton, le pionnier de la bureaucratie canadienne moderne, Clifford Clark, Graham Towers; ce dernier fut le premier gouverneur de la Banque du Canada, dont la fondation et la conception furent largement l'œuvre de Clifford Clark. C'est précisément de la fondation de la Banque du Canada en 1935 que Granatstein date le début de l'ère des mandarins de la fonction publique canadienne. Ces trois hommes constituèrent le noyau initial de la bureaucratie canadienne, ils en furent « les fondateurs ». L'expansion du Ministère des affaires extérieures, rendue nécessaire par le nouveau statut de nation que le Canada venait d'acquérir par le Statut de Westminster, et les exigences d'une politique économique qu'appelait la crise économique, allaient obliger à chercher de jeunes et brillantes recrues pour affronter les tâches qui se multipliaient. C'est alors qu'allaient être recrutés Joring Christie, Lester Pearson, Norman Robertson, Louis Rasminsky, W.A. Mackintosh, Jack Pickersgill, Donald Gordon, R.B. Bryce, Arnold Heeney, Mitchell Sharp, c'est-à-dire ceux qui, avec le trio initial, allaient constituer le cercle des mandarins dont Granatstein a voulu faire l'histoire.

Ces hommes, pendant plus de vingt ans, furent les architectes de la nouvelle politique extérieure canadienne ainsi que des politiques financières, économiques et sociales que requirent successivement la récession, la guerre et la reconstruction de l'après-guerre. Ils furent du même coup — ce que ne souligne pas assez Granatstein, à mon avis — les architectes de la structure fédérale très centralisée dont nous avons hérité, profitant à la fois de la pauvreté des gouvernements provinciaux dans les années 1930 et, par la suite, des urgences nationales imposées par l'état de guerre. Car tous ces hommes, malgré quelques divergences et un certain nombre de différends et de conflits, étaient motivés par un même nationalisme canadien, celui qui avait cours à cette époque: la vision d'un Canada devenant une nation de plus en plus autonome à l'intérieur de l'Empire britannique et parmi les autres nations du monde, et la conviction que cet objectif n'allait être atteint que par un État central fort. Ce fut là le fondement idéologique le plus ferme de ce que

l'auteur appelle le « *policy consensus* » (p. 254) qui unissait l'action des mandarins, ainsi que des hommes politiques avec qui ils travaillèrent : Mackenzie King, Louis Saint-Laurent et finalement Lester Pearson, lui-même issu de leurs rangs.

Les mandarins furent d'autant plus puissants qu'ils formèrent un groupe homogène : celui-ci ne compta aucune femme, aucun Canadien français, presque pas de catholiques. Pour ce qui est des femmes, cela se comprend assez, dit Granatstein : elles n'avaient encore accédé ni au marché du travail, ni aux études universitaires, ni au pouvoir politique, pas plus au Canada qu'ailleurs. Mais, poursuit Granatstein, l'explication est plus embarrassante quand il s'agit des Canadiens français ; il y consacre deux pages (pp. 5 et 6) dès le début du chapitre d'introduction. Ce sont les explications connues : les hauts fonctionnaires allaient chercher leurs recrues dans le bassin de leurs connaissances, qui ne s'étendait guère au Québec ; la haute fonction publique canadienne était exclusivement unilingue et toute tentative d'y introduire le français avait une odeur de révolution ; plusieurs mandarins partageaient la perception que l'on entretenait encore à Ottawa d'un Québec rural, dirigé par des prêtres et des notaires. Je crois que l'on pourrait ajouter deux autres éléments : la méfiance qu'avait engendrée chez presque tous ces hommes le manque de « loyauté » des Canadiens français à l'occasion de la guerre 1914–1918 et celle de 1939–1945 ; le discrédit dont souffrait à leurs yeux le système d'enseignement classique et universitaire de langue française, qu'ils considéraient comme archaïque et peu apte à former des hommes rompus aux exigences de la société moderne. Tous les mandarins — à une ou deux exceptions près — étaient issus des collèges et universités canadiens-anglais, où plusieurs avaient fait une certaine carrière d'enseignement.

Certes, quelques Canadiens français firent quand même une certaine percée dans la fonction publique canadienne de cette époque : Laurent Beaudry, qui fut sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, où il tenta en vain d'instaurer le français comme langue de travail, Pierre Dupuy, Philippe Roy, qui firent carrière dans la diplomatie, E.T. Lemaire, au Conseil privé. Mais ils n'appartinrent pas au cercle des mandarins, sans doute parce qu'ils furent confinés dans la carrière diplomatique et n'eurent jamais part à l'élaboration des politiques financières, économiques et sociales. Je me demande cependant si Granatstein n'a pas été quelque peu injuste à l'endroit de Laurent Beaudry, en l'excluant de ce cercle. Par ailleurs, quelques jeunes Canadiens français furent recrutés sous le règne des mandarins : Jules Léger, Jean Chapdelaine, Marcel Cadieux, Guy Favreau, Maurice Lamontagne. Mais, comme le remarque Granatstein avec justesse, ce n'est que plus tard qu'ils allaient accéder à leur tour aux hauts lieux du pouvoir, c'est-à-dire après l'ère des mandarins.

Car le règne des mandarins devait un jour prendre fin. Son déclin est attribuable à plusieurs causes : l'expansion de la fonction publique au cours des années 1950, le fractionnement du consensus, la disparition progressive des fondateurs et architectes, les uns étant décédés, d'autres étant passés à la vie politique, d'autres étant retournés à la vie universitaire ou au secteur privé. Et le coup de grâce fut administré par l'élection de Diefenbaker, qui se méfiait de ces hommes qui, à ses yeux, avaient participé de trop près au long régime politique des Libéraux. C'est pourquoi Granatstein date de l'élection de 1957 la fin de cette ère du mandarinat.

Disons, en terminant, que Granatstein a le don d'écrire dans une langue sobre, claire, vivante. Ce qui fait de la lecture de cet ouvrage un plaisir soutenu. À qui s'intéresse à l'histoire canadienne, à l'évolution des idées et des politiques au Canada, à l'analyse de l'administration publique, aux relations, souvent conflictuelles, de la fonction publique avec le pouvoir politique, *The Ottawa Men* apporte une riche moisson de connaissances, de renseignements et de faits.

Guy ROCHER

Centre de recherche en droit public,
Université de Montréal.